

Hayek et sa reconstruction du libéralisme

Gilles Dostaler

Number 32, 1999

La politique en otage

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002401ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002401ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dostaler, G. (1999). Hayek et sa reconstruction du libéralisme. *Cahiers de recherche sociologique*, (32), 119–141. <https://doi.org/10.7202/1002401ar>

Article abstract

Born exactly 100 years ago, Friedrich Hayek played a major role in the reconstruction of an original liberal way of thinking, opposed in particular to Keynesian interventionism. This article retraces the itinerary of this man who, initially defeated by Keynes, saw his ideas triumph in the latter years of his life. The author then discusses the foundations of Hayek's liberalism, with particular attention to his conception of knowledge and theory of spontaneous orders, upon which was based his rejection of socialism and planning. Lastly, he examines Hayek's conceptualisation of the State and relations between the State and the economy, and shows that Hayek's liberalism has, in the context of current liberal thinking (which is often characterized as neoliberal), a singular characteristic distinguishing it from other currents.

Hayek et sa reconstruction du libéralisme*

Gilles DOSTALER

In some way, the founding and the first conference of the Mont Pèlerin Society, which, I feel entitled to say, was my own idea, although I received a great deal of support in its organisation especially from Röpke as well as from Mises, constituted the rebirth of a liberal movement in Europe. (Hayek, 1992, p. 192¹.)

C'est en 1947 que se réunissent à Mont-Pèlerin, près de Vevey, en Suisse, 37 personnes parmi la soixantaine convoquées par Friedrich Hayek. La publication, en 1944, de sa *Route de la servitude* avait donné lieu à plusieurs invitations à prononcer des conférences tant aux États-Unis qu'en Europe. Dans cet ouvrage, il constatait que les défenseurs du libéralisme se sentaient isolés, dans un contexte dans lequel dominait l'interventionnisme et triomphaient les thèses de Keynes, qui mourra en 1946. C'est pour briser cet isolement et permettre aux libéraux de discuter entre eux des fondements de leurs convictions et des moyens de réhabiliter le libéralisme que Hayek avait décidé de convoquer des économistes, mais aussi des juristes, des philosophes et des historiens. Il leur proposa de discuter, entre autres, des rapports entre la libre entreprise et l'ordre concurrentiel, des relations entre l'historiographie et l'éducation politique, de la signification de la règle de droit. Dès le départ, il avait en tête la formation d'un groupe permanent qu'il

* Conférence prononcée à l'occasion d'un séminaire du Centre économie politique de la mondialisation (CEPM), Université de Paris VIII, 7 décembre 1998. Je remercie Michel Beaud et les autres participants au séminaire pour leurs commentaires. Ce texte reprend certains éléments de «Friedrich Hayek, sa vie et son œuvre», dans G. Dostaler et D. Éthier (1988); voir aussi «Aperçus sur la controverse entre Keynes et Hayek», *Économies et sociétés*, vol. 24, no 6, 1990, p. 135-162; «The formation and evolution of Hayek's trade cycle theory», dans M. Colonna, H. Hagemann et O. F. Hamouda (1994), vol. 1, p. 147-167; «Hayek contra Keynes: A review essay», *Research in the History of Economic Thought and Methodology*, vol. 15, 1997, 317-27.

¹ Compte tenu de la nature de cette contribution, nous avons pensé qu'il était pertinent d'inclure les références bibliographiques relatives à Hayek dans le texte, contrairement à notre présentation habituelle (N.D.L.R.).

proposait d'appeler l'Académie internationale pour une philosophie politique.

Ce qui deviendra finalement la Société du Mont-Pèlerin comptait parmi ses membres fondateurs Maurice Allais, Aaron Director, Milton Friedman, Bertrand de Jouvenel, Frank H. Knight, Fritz Machlup, Ludwig von Mises, Michael Polanyi, Karl Popper, Lionel Robbins, Wilhelm Röpke, George Stigler, François Trévoux. Parmi les invités qui n'avaient pu assister à la rencontre inaugurale, mais se sont ensuite joints à la Société, on compte Costantino Bresciani-Turoni, Luigi Einaudi, Eli Heckscher, Walter Lippman, Friedrich Lutz, Arnold Plant, Charles Rist, Daniel Villey. Décédés avant la première rencontre, John Clapham, Henry Simons et Étienne Mantoux avaient été associés à Hayek dans l'élaboration de ce projet, trois ans plus tôt. Plusieurs membres de cette société au départ discrète allaient jouer un rôle majeur dans la résurgence du libéralisme, sur les fronts théorique et politique, après les trois décennies de règne du keynésianisme. En dehors du noyau initial, les principaux artisans de cette résurgence, dont plusieurs ont reçu le prix Nobel d'économie, se sont joints par la suite à cette société que Hayek a présidée de 1947 à 1960 et qui compte aujourd'hui environ 500 membres dans une cinquantaine de pays. Elle se réunit une fois par année dans différents pays, chaque réunion étant consacrée à un thème. En 1975, il s'agissait de l'œuvre de Hayek, après l'attribution du prix Nobel. Ce fut d'ailleurs l'une des deux seules réunions auxquelles Hayek n'assista pas.

Cet événement illustre bien l'approche et le rôle de Hayek dans la réhabilitation du libéralisme. Le libéralisme n'est pas en effet, dans son esprit, d'abord un choix politique, mais une nécessité fondée sur la nature du fonctionnement social et de l'esprit humain. Le socialisme, comme la social-démocratie et l'interventionnisme qui en sont l'antichambre, est le fruit d'une erreur intellectuelle, partagée par les plus grands esprits de l'histoire, d'Aristote à Keynes et Einstein en passant par Descartes, Rousseau et Hegel. Les fondements intellectuels du libéralisme ne doivent pas être cherchés uniquement dans l'économie, bien qu'il s'agisse d'une discipline fondamentale qui a ouvert les yeux de Hayek sur la vraie nature de la liberté. Il faut les chercher évidemment dans la politique, mais aussi le droit, la psychologie et, en dernier ressort, la philosophie, en particulier l'éthique et l'épistémologie. Le combat pour la liberté est, pour Hayek, un combat d'abord intellectuel. Il s'agit de convaincre ceux qu'il appelle les «commerçants de seconde main en idées», les intellectuels et les journalistes, spontanément sensibles aux sirènes de l'interventionnisme. Ils feront ensuite le relais avec les masses. C'est ce qui amènera Hayek à fonder à Londres, en 1955, l'Institute of Economic Affairs, qui aura plusieurs imitations partout dans le monde.

C'est donc par un travail intense d'organisation et de propagande que Hayek est parvenu, lentement et sûrement, à imposer certaines de ses convictions dans le monde contemporain. Il a ainsi joué un rôle important dans le processus de remise en question de l'interventionnisme associé au nom de Keynes, de démantèlement de l'État-providence, de remise en cause des systèmes de sécurité sociale, de déréglementation et de dérégulation, d'affaiblissement, de privatisation ou de suppression des services publics; bref, de l'ensemble de ces politiques qu'on qualifie de néolibérales. Il serait néanmoins erroné de dire que Hayek est l'architecte ou le responsable de la montée du néolibéralisme, de la même manière qu'on ne peut considérer Keynes comme l'architecte ou le responsable de la montée de l'interventionnisme. Non seulement d'autres acteurs sont-ils intervenus, mais le contexte historique a évidemment joué un rôle déterminant dans ces transformations majeures. Les relations sont complexes entre les événements historiques et l'évolution des idées, comme entre les mouvements d'idées et les individus auxquels on les identifie.

Le libéralisme hayékien a des caractéristiques qui le distinguent de plusieurs autres formes de libéralisme. Ainsi non seulement est-il différent du libéralisme de Friedman, des libertariens ou des nouveaux économistes classiques, mais à l'intérieur même du courant autrichien auquel on le rattache, il se particularise et s'oppose au libéralisme de Mises ou à celui, plus radical, de Rothbard. Dans les quelques pages qui suivent, après un survol de l'itinéraire de Hayek, nous nous pencherons sur les fondements de son libéralisme, en évoquant successivement sa conception de la connaissance et sa théorie des ordres spontanés, sur lesquels s'appuie son rejet du socialisme et de la planification. Nous examinerons ensuite sa conception de l'État avant d'aborder la question des rapports entre État et économie.

Du combat perdu au triomphe final: l'itinéraire de Hayek

Le destin de Hayek, dont on célèbre cette année le centenaire de la naissance, épouse étroitement celui du libéralisme dans notre siècle. Il est exceptionnellement long, ce qui semble être une caractéristique des membres de l'école autrichienne, qui s'est formée à Vienne dans le dernier quart du XIXe siècle. Sa carrière intellectuelle commence au début des années vingt et se poursuit pratiquement jusqu'à sa mort, survenue en 1992, trois ans après la chute du mur de Berlin et l'écroulement des régimes d'Europe de l'Est qui, avec le triomphe du néolibéralisme et la crise du keynésianisme, semblent lui donner raison. Entre-temps, il a été vaincu par Keynes au terme d'une controverse intense qui fut un temps fort de la lutte entre interventionnisme et libéralisme, au sortir de la grande crise des années trente.

Il est courant de diviser la carrière de Hayek en expliquant qu'il est passé de l'économie pure, à laquelle il a contribué entre le début des années vingt et la fin des années trente, à des recherches de nature philosophique et politique. Certains considèrent aussi que, à partir de 1937, il s'est détourné de la théorie néoclassique de type walrasien à laquelle il adhérait jusque-là. On dit aussi que c'est le débat sur le calcul socialiste dans les années trente qui l'a amené sur la voie d'un libéralisme radical. Les choses sont plus complexes.

On trouve dans l'expérience personnelle que Hayek a vécue dans la Vienne du début du siècle une source importante de ses positions politiques futures. Issu d'une famille aisée de la société viennoise, il voit s'écrouler l'Empire austro-hongrois et naître la république autrichienne, avec la montée du mouvement socialiste autrichien qui accède au pouvoir en 1919. Il observe le développement d'une inflation qui gruge l'épargne des classes aisées. Il vit l'insécurité, la crise politique et la crainte d'un soulèvement de l'extrême gauche. L'administration municipale sociale-démocrate de Vienne finance, au moyen de lourds impôts, parmi d'autres projets, un programme d'habitation populaire qui inspirera à Hayek, à la fin des années vingt, une brochure polémique. C'est de là que vient sa phobie de l'inflation, sa méfiance à l'égard des masses et de la démocratie, sa conviction selon laquelle l'épargne, vertu morale, est la source de la prospérité. C'est cette dernière certitude qui l'amène, dans les années vingt, à critiquer la théorie de la sous-consommation de Foster et Catchings alors très en vogue aux États-Unis. Cette idée constitue son principal point de divergence avec Keynes, comme l'un et l'autre l'ont plusieurs fois souligné. À diverses reprises, et jusque dans son dernier livre, Hayek associe la théorie économique erronée de Keynes, fondement d'une politique de dépenses faciles, à une vision de l'épargne fondée sur un immoralisme dont Keynes et ses amis du groupe de Bloomsbury se réclamaient ouvertement.

L'éthique est donc présente, dès le début, comme fondement de l'économie. Il en est de même de l'épistémologie. Au début des années vingt, Hayek hésitait entre l'économie et la psychologie. Il rédige un long essai sur les fondements psychologiques de l'activité cognitive dont une version révisée sera finalement publiée en 1952. On y trouve déjà certains thèmes majeurs sur lesquels s'appuie le libéralisme hayékien. La critique du socialisme s'amorce tout aussi rapidement. Hayek dit avoir brièvement sympathisé, à la fin de la guerre, avec les idées socialistes alors en vogue à Vienne. Très vite il s'en détourne, sous l'influence de Ludwig von Mises, dont le *Socialisme*², ouvrage dans

² L. von Mises, *Die Gemeinwirtschaft: Untersuchungen über den Sozialismus*, Jena, Gustav Fischer, 1922.

lequel il tente de démontrer qu'une planification socialiste efficace est une impossibilité logique, paraît en 1922. Mises et Hayek deviendront les principaux responsables de l'identification de l'école autrichienne à un libéralisme radical.

C'est aussi Mises, auteur de *Théorie de la monnaie et du crédit*³, qui pousse Hayek sur la voie de l'élaboration d'une théorie des fluctuations cycliques qu'il oppose, au début des années trente, à celle que Keynes avait mise de l'avant dans le *Treatise on Money*⁴. La théorie des cycles de Hayek, qui prend en compte le temps, l'incertitude et les effets réels de la monnaie, sera développée et transformée de 1925 à 1940. Les implications politiques qu'il en tire ne varieront pas et, contrairement à ce qu'on écrit souvent, il ne la reniera pas. Au contraire, dans la préface de l'édition française de *Prix et production* (1931), publiée en 1975, il écrit que les événements récents montrent qu'il avait raison contre Keynes et que ce sont précisément les politiques interventionnistes keynésiennes qui sont responsables de la crise des années soixante-dix. Comme il l'avait dit alors, il faut laisser la crise suivre son cours et le chômage se maintenir pour rétablir les équilibres rompus par des politiques monétaires laxistes.

Mais en 1941, Keynes a triomphé, et *The Pure Theory of Capital*, que Hayek publie cette année-là et qui contient de violentes attaques contre son rival, passe inaperçue. Effectivement, à partir de cette date, Hayek se tourne de l'économie pure vers la philosophie, la politique, la psychologie, l'étude du droit et l'histoire des idées, dans le cadre d'un projet unique qui est celui de donner des fondements nouveaux, économiques, juridiques et philosophiques, au libéralisme. Hayek est alors devenu très critique face à la nouvelle orthodoxie walrasienne qui va s'imposer dans l'après-guerre. Il deviendra ainsi, et avec lui l'école autrichienne, doublement minoritaire: comme défenseur d'un libéralisme intransigeant au moment où triomphe le keynésianisme; comme défenseur d'une approche épistémologique radicalement opposée aux fondements de la théorie néoclassique.

Professeur depuis 1931 à la London School of Economics (LSE), où Robbins l'a fait venir pour combattre Keynes et le keynésianisme, Hayek quitte l'Angleterre en 1950, pour des raisons personnelles, mais aussi parce qu'il considère que ce pays, berceau du libéralisme, est désormais engagé dans ce qu'il a appelé la «route de la servitude». Il considère d'ailleurs que le livre portant ce titre, publié en 1944, a contribué à son isolement, alors qu'il espérait devenir, à la mort de

³ L. von Mises, *Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel*, Munich, Duncker und Humblot, 1912.

⁴ J. M. Keynes, *A Treatise on Money*, Londres, Macmillan, 2 vol., 1930.

Keynes, l'économiste le plus influent au monde. On a alors comparé Hayek à un être mésadapté qui aurait survécu à la sélection naturelle.

Contre le Cambridge de Keynes, la LSE était en Angleterre le bastion du libéralisme. Aux États-Unis, Chicago jouait et joue toujours le même rôle, alors que le Cambridge de Samuelson deviendra le fer de lance du keynésianisme. Il n'est donc pas étonnant que Hayek s'installe à Chicago. Il y restera jusqu'en 1961. Bien qu'il ne soit pas rattaché au département d'économie des Friedman, Stigler et autres, il exerce sur ces derniers une influence importante. Nonobstant les multiples désaccords qui les séparent sur le plan de l'analyse comme de la politique économique, Friedman reconnaît l'influence de Hayek sur les orientations fondamentales de l'approche qu'il a adoptée dans son manifeste politique, *Capitalism and Freedom*⁵. La période de Chicago, intellectuellement très fructueuse, se clôt avec la publication d'un de ses livres les plus importants, *La constitution de la liberté* (1960). La préface en est datée du jour de son soixantième anniversaire, en 1959, année qui correspond aussi au centenaire de la publication du *On Liberty* de John Stuart Mill⁶. Hayek se propose d'y réexposer les fondements, perdus de vue depuis plus d'un siècle, du libéralisme. Il se pose en héritier de Mandeville, Hume, Smith, Burke, Tocqueville et Acton.

C'est dans un autre bastion du libéralisme, en Allemagne cette fois, à Freiburg, que Hayek termine sa carrière. Il y rédige les trois tomes de *Droit, législation et liberté* (1973, 1976, 1979), qui constituent un développement et une application des principes mis de l'avant dans la *Constitution de la liberté*. L'attribution du prix Nobel en 1974 consacre le triomphe de ses idées. Mais cet honneur ne le réjouit pas plus qu'il ne le faut. Outre le fait qu'il le partage avec Gunnar Myrdal, défenseur de thèses diamétralement opposées aux siennes, il considère que ce genre de prix donne trop de prestige aux économistes. De fait, son influence et sa notoriété ne cessent de croître à partir de cette date, dépassant largement celle des autres théoriciens du courant autrichien. Ses thèses sont d'ailleurs la cible de critiques acerbes de certains «Autrichiens» notoires, en particulier Murray Rothbard. À la fin des années soixante-dix, Hayek tente, mais sans succès, d'organiser à Paris une conférence internationale réunissant partisans du libéralisme et du socialisme. Les textes qu'il avait préparés pour cette rencontre constituent le point de départ de son dernier livre, *La présomption fatale: les erreurs du socialisme*, publié en 1988. Il s'y penche, entre autres, sur l'évolution culturelle de l'humanité et les problèmes de

⁵ M. Friedman, *Capitalism and Freedom*, Chicago, University of Chicago Press, 1962.

⁶ J. S. Mill, *On Liberty*, Londres, J. W. Parker, 1859.

morale. Il y relie les erreurs économiques de Keynes à ses erreurs philosophiques et son immoralisme auto-proclamé.

Le 5 février 1981, Margaret Thatcher déclare à la Chambre des communes: «Je suis une grande admiratrice du professeur Hayek. Il serait bien que les honorables membres de cette chambre lisent certains de ses livres, la *Constitution de la liberté*, les trois volumes de *Droit, législation et liberté*.» Voilà qui illustre bien le renversement qui a eu lieu depuis le triomphe des thèses de Keynes, dans les dernières années de la vie de ce dernier, dans les cercles du pouvoir de l'Angleterre.

Aux sources du libéralisme de Hayek: les limites de la connaissance

Les fondements sur lesquels Hayek assoit ses convictions et ses propositions politiques sont d'abord de nature philosophique. C'est d'ailleurs le cas de tous les grands penseurs sociaux. Philosophique doit être entendu ici dans un sens large, qu'exprime peut-être mieux le terme allemand de *Weltanschauung*, qu'on peut traduire approximativement par «vision du monde». Cette vision peut inclure un parti pris politique. Les rapports entre vision philosophique et vision politique, comme entre celles-ci et la vision économique, ne sont pas linéaires.

Il y a au point de départ, chez Hayek, une interprétation des processus cognitifs qui, comme il l'a dit lui-même, a constitué son apport théorique le plus original. Il arrive à sa formulation définitive dans *The Counter-Revolution of Science* (1952), mais on en trouve l'ébauche dans le travail de psychologie rédigé au début des années vingt, et finalement publié aussi en 1952 sous le titre *The Sensory Order*. Plusieurs éléments de cet ouvrage sont par ailleurs repris dans son dernier livre, *La présomption fatale* (1988).

Friedrich Hayek s'inspire explicitement, dans sa démarche, de Hume et de Kant, dont il oppose d'ailleurs le libéralisme — conséquence de leurs philosophies — au totalitarisme hégélien qui a inspiré Marx. Selon la conception kantienne adoptée par Hayek, l'ordre que nous trouvons dans le monde est donné par l'activité créatrice de notre esprit. La sensation est un mécanisme de décodage qui transmet de manière très abstraite l'information à propos de l'environnement extérieur. Il n'y a pas de catégorie fondamentale. L'esprit humain est lui-même le produit d'une évolution. De là découle le dualisme entre l'esprit et le monde physique. On ne peut expliquer totalement l'esprit, le réduire à une dimension purement physique, du moins sur le plan pratique. Hayek en déduit l'impossibilité d'unifier totalement la science, la critique de ce qu'il appelle le «scientisme», aussi bien que la

thèse selon laquelle la connaissance en science sociale est fondamentalement subjective. C'est là-dessus que se fonde, aussi, la critique de l'«abus de la raison». L'attitude de l'être face au monde qu'il cherche à connaître doit être une attitude d'humilité. On ne peut expliquer complètement. La vision hayékienne de la connaissance, fondée sur le scepticisme et la conscience des limites de la raison, lui a servi à élaborer une théorie de la croissance des institutions humaines qu'on retrouve chez Smith et les fondateurs de la philosophie politique libérale. On qualifie parfois d'antirationaliste cette conception, mais Hayek préfère parler d'un rationalisme évolutionniste ou critique, pour reprendre le terme de Popper, qu'il oppose au rationalisme constructiviste ou naïf.

La thèse, proprement hayékienne, de la division de la connaissance a été énoncée pour la première fois en 1937, servant alors de base à une critique radicale de la théorie de l'équilibre économique général, dont certains tenants, tels Barone, avaient justement montré qu'elle était compatible avec la planification. La division de la connaissance a pour Hayek la même fonction, et la même importance, que la division du travail, conceptualisée par Mandeville, puis Smith. La société est caractérisée par le fait que chacun des individus qui la compose ne dispose que de parcelles de connaissances. Les connaissances de chacun sont nécessairement très limitées. Aucun cerveau, si puissant soit-il, ne peut embrasser la totalité des connaissances à un moment donné. À ce caractère diffus, fragmentaire, divisé de la connaissance s'ajoute le fait que la connaissance n'est pas que rationnelle. Il y a aussi une connaissance pratique, qu'on ne formule pas scientifiquement, mais qui fonde néanmoins une partie importante de notre action et de notre vie, en particulier de notre vie quotidienne. Il est impossible d'énoncer toutes les règles de nos comportements et de nos perceptions. L'habitude, le *know-how* constituent des éléments importants de la transmission de connaissances, et en particulier du «transfert de règles de conduite».

Dans les années cinquante et soixante, Hayek approfondit cette réflexion en développant sa théorie des degrés d'explication et des phénomènes complexes. Un appareil comme le cerveau humain ne peut analyser une structure du même degré de complexité que lui, par exemple un autre cerveau, ou encore la totalité de la réalité sociale. Dans le domaine des sciences sociales, on ne peut ainsi expliquer totalement les événements singuliers ni les prédire avec certitude. Les statistiques sont impuissantes à traiter des formes complexes. Hayek oppose, à sa vision de la connaissance, le scientisme, qu'il définit comme une imitation servile des méthodes des sciences naturelles dans le domaine des sciences sociales. Le scientisme dérive du rationalisme constructiviste ou naïf, qui s'appuie sur une confiance illimitée dans les

possibilités de la raison. Descartes est le grand responsable de cette prétention prométhéenne. La France en est la principale terre d'élection, avec les encyclopédistes, Jean-Jacques Rousseau, l'École polytechnique, le saint-simonisme et Comte, mais la Grande-Bretagne a été elle-même pervertie, à travers Bacon, Hobbes ou Bentham.

Le scientisme se caractérise aussi par son «totalisme», qui consiste à traiter des totalités, telles que la société, l'économie, le capitalisme, l'impérialisme, comme des entités, des objets nettement délimités qu'on peut connaître parfaitement. Au totalisme est étroitement associé l'historicisme, fruit de la prétention selon laquelle on pourrait découvrir des lois de l'histoire, illusion véhiculée par les Hegel, Comte et Marx. Le marxisme en est le principal véhicule dans les temps modernes. Au «totalisme scientiste» sont reliés le socialisme et le «totalisme politique», ou totalitarisme. Le scientisme croit que la civilisation est le produit de la raison. Il croit donc qu'on peut consciemment diriger la société, la reconstruire rationnellement. Le totalitarisme politique, dont l'évolution de la Révolution française est le meilleur exemple, est donc, pour Hayek, le fruit d'une erreur intellectuelle.

Ordre spontané et marché

Les Grecs avaient établi une distinction entre l'ordre naturel (*Cosmos*) et l'ordre artificiel (*Taxis*). Selon Hayek, il existe une autre réalité, une structure mise en lumière par Mandeville dans *The Fable of the Bees*⁷, puis décrite et analysée par Adam Smith⁸ avec la parabole de la main invisible: l'ordre spontané, dont la société est un exemple. Un ordre spontané est le résultat de l'action humaine, sans être pour autant le fruit d'un dessein conscient, sans avoir été voulu et construit rationnellement. Telles sont les grandes institutions sociales: le langage, la morale, le droit, la monnaie, le marché. Aucun esprit humain n'a consciemment planifié ces institutions, qui sont le résultat d'une longue évolution historique et qu'on ne peut supprimer par un acte volontaire sans risquer le retour à la barbarie. Cette évolution se fait selon un mécanisme de sélection, d'essais et d'erreurs, de disparition des structures inefficaces, qui n'est pas sans ressemblance avec la théorie darwinienne de l'évolution. Cela est, pour Hayek, d'autant moins surprenant que c'est Darwin qui a emprunté aux théoriciens de l'ordre spontané ses conceptions. C'est l'économie qui a influencé la biologie, plutôt que l'inverse. Les auteurs qui ont forgé le concept d'ordre

⁷ B. Mandeville, *The Fable of the Bees: Or, Private Vices, Public Benefits*, 1723; édition définitive par F. B. Kaye, Londres, Oxford University Press, 2 vol., 1924.

⁸ A. Smith, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Londres, W. Strahan et T. Cadell, 1776.

spontané, fondateurs de la seule véritable science sociale et concepteurs du libéralisme moderne, étaient en effet aussi économistes. L'économie est en fait la seule science sociale qui ait véritablement progressé grâce à la méthode subjectiviste, au rejet du scientisme et à sa compréhension des ordres spontanés.

Le marché est, de l'avis de Hayek, une institution fondamentale non seulement de la société moderne, mais de la civilisation. C'est un ordre spontané, résultat non planifié de l'action humaine, fruit d'une évolution plusieurs fois millénaire. À l'origine de cette évolution: le membre d'une tribu primitive qui a déposé à la frontière de son territoire un produit dont avait besoin un membre d'une autre communauté et qui trouve, le lendemain, son produit disparu mais remplacé par un autre dont il manquait lui-même. Cette parabole illustre le mécanisme de développement des ordres spontanés. C'est par expérience, par essais et erreurs, que s'impose graduellement le mécanisme le plus efficace pour l'organisation de la production matérielle, et donc pour la genèse de la croissance et du progrès économiques.

En cela, Hayek ne dit rien d'autre que ce que disent tous les économistes libéraux. Il s'en distingue, toutefois, en présentant le marché comme une institution, un processus, plus précisément, un processus de découverte, et non pas un modèle abstrait comme chez Walras, Arrow ou Debreu. De la même manière, les prix ne sont pas la solution d'un système d'équations simultanées. On ne peut connaître et prévoir tous les prix, pour les raisons exposées plus haut. C'est ce qui amènera Hayek à renoncer finalement au concept d'équilibre. Les prix sont pour lui un mécanisme de transmission de l'information. Ils font partie d'un ordre spontané qui permet de solutionner le problème de la dispersion de l'information. Le prix est un signal qui indique à un individu, de manière abstraite et impersonnelle, ce qu'il doit faire, ce qu'il devra éventuellement corriger: produire plus ou moins de tel ou tel bien, selon telle méthode plutôt que telle autre; consommer plus ou moins de telle ou telle marchandise, maintenant ou plus tard. Aucun autre mécanisme, et particulièrement aucune planification, ne pourrait produire ce résultat avec la même efficacité. Car il s'agit de millions de décisions et de gestes fondés sur des connaissances pratiques diffuses et dispersées entre autant d'individus.

La planification comme impossibilité logique

Hayek élabore ses thèses relatives à la division de la connaissance au moment même où il est engagé, aux côtés de Mises, dans le grand débat des années trente sur la possibilité d'un socialisme de marché. Puis, au

début des années quarante, il publie les articles qui seront rassemblés dans *The Counter-Revolution of Science* (1952), et il rédige l'ouvrage qui le rendra célèbre dans le monde entier, *La route de la servitude*.

Les thèses qu'il expose dans ces différents textes sont liées. Le caractère parcellaire, dispersé, fragmenté et subjectif de la connaissance rend le socialisme impossible. Ou, plus précisément, c'est ce qui rend impossible la planification économique. Il est en effet impossible à un seul esprit, si puissant soit-il, de dominer l'ensemble des informations que le marché seul peut coordonner spontanément. Dès lors, les dirigeants d'une économie planifiée devront prendre des décisions arbitraires pour déterminer ce qui doit être produit et consommé, la façon dont les marchandises doivent être réparties, la façon dont le travail doit être organisé. Le résultat est nécessairement moins satisfaisant que ce que le marché produit. Et surtout, il signifie absence de liberté et coercition. La disparition de la liberté économique qu'implique la volonté de planification entraîne automatiquement la disparition des autres libertés. La planification mène donc non pas au socialisme, mais au totalitarisme. Le socialisme n'est pas le fruit de la perversion des socialistes ou de leur soif de pouvoir, mais d'une erreur intellectuelle: le scientisme et le rationalisme naïf ou constructiviste. Cette erreur fonde la croyance dans la possibilité de concevoir rationnellement les institutions sociales et de les transformer.

Peu de temps après la publication de *La route de la servitude*, Hayek écrivait que le socialisme traditionnel n'avait pas survécu à sa mise en œuvre concrète en Russie. Ce rêve n'aura duré qu'un siècle, de 1848 à 1948. C'est, désormais, le socialisme démocratique ou la social-démocratie qui figure à l'agenda des intellectuels progressistes. Mais le danger est le même. L'expression de social-démocratie est d'ailleurs une aberration sémantique. La social-démocratie, l'État-providence ne peuvent mener à terme qu'au totalitarisme. Le principal théoricien de cette utopie, John Maynard Keynes, est un rationaliste radical, qui croit possible de reconstruire rationnellement la société. Ce à quoi renvoie, en particulier, l'expression «justice sociale», dont Hayek dit qu'on devrait tout simplement l'abolir.

Toute tentative pour modifier l'ordre spontané, spécialement le marché, par une redistribution des revenus, une réorganisation de la production, des manipulations monétaires et toute autre mesure d'intervention gouvernementale dans l'économie, ne peut que mener à des distorsions, à l'inefficacité et, surtout, à la gestion au profit des groupes les plus forts et les mieux organisés, au premier rang desquels les syndicats. La volonté de justice sociale ne peut se traduire que par une législation discriminatoire, donc par la violation de la règle de droit, qui caractérise tous les totalitarismes, autoritaires ou démocratiques.

L'État et son encadrement

La liberté est au point de départ de la réflexion politique de Hayek. Elle est définie comme l'absence de coercition. Cette liberté, ainsi définie, ne doit pas être confondue avec la liberté politique, la liberté intérieure, ou encore la liberté comme pouvoir de faire ce qu'on veut, comme toute-puissance. Cette dernière conception de la liberté, qu'il associe à Jean-Jacques Rousseau, Hayek la nomme liberté rationaliste et il l'oppose à sa conception de la liberté spontanée. À la liberté est étroitement lié, dans son esprit, l'individualisme, qu'il associe à la responsabilité.

La coercition est une menace continue, et il semble impossible de l'abolir complètement. De là vient la nécessité de l'État, qui est une institution centrale du système hayékien. L'État doit détenir le monopole de la coercition. Le simple fait qu'il puisse y recourir doit suffire pour dissuader ceux qui seraient tentés d'user de coercition. Le monopole de la coercition est toutefois le seul que l'État puisse exercer, même s'il lui est permis d'agir dans beaucoup d'autres domaines.

Mais l'État a tendance à outrepasser son territoire, à exercer son monopole en d'autres lieux. Il importe donc qu'il soit lui-même contrôlé, contraint et limité. Il doit l'être par la règle de droit. Bien plus que l'extension des libertés politiques, la limitation du pouvoir de l'État par la règle de droit est, pour Hayek, la thèse centrale du libéralisme. Cette règle, celle du gouvernement par les lois plutôt que par les hommes, a été inventée et énoncée par les Grecs. La montée de l'État absolutiste au Moyen Âge a marqué la mise en veilleuse de la règle de droit, dont la renaissance est liée à la «glorieuse révolution» du XVII^e siècle en Angleterre. De l'Angleterre, le flambeau du libéralisme est passé aux États-Unis. Mais c'est en France que la perversion de la règle de droit a atteint son point culminant. Terre d'élection du scientisme, la France est un pays qui, au dire de Hayek, n'a jamais vraiment connu la liberté. Les idéaux de la Révolution française et de la lutte contre l'absolutisme étaient axés sur la règle de droit. Mais ces idéaux furent vite oubliés, au profit du «gouvernement par les hommes», d'une nouvelle forme d'absolutisme, d'un «totalitarisme démocratique». Car, pour Hayek, la démocratie n'est pas un bien en soi, contrairement au libéralisme. Elle est une forme de gouvernement, la moins mauvaise. Mais elle peut, aussi bien que l'absolutisme, violer la règle de droit. La majorité peut exercer une coercition sur la minorité. La démocratie doit donc être soumise à la règle de droit. Seul un cadre juridique dominé par la règle de droit peut garantir la liberté, l'absence de coercition, le fonctionnement naturel de l'ordre spontané. Le droit, tel que le conçoit Hayek, est d'ailleurs lui-même un ordre spontané, fruit d'une longue

évolution. Les lois ne sont pas élaborées rationnellement par les individus.

Il est évidemment trop simple de résumer le programme hayékien par l'expression de non-interventionnisme. Hayek est un critique radical, cohérent et érudit, de plusieurs des courants dominants dans la pensée politique, sociale et économique de notre siècle, aussi bien que des politiques qui ont eu cours pendant plusieurs décennies dans la plupart des puissances les plus importantes. Mais il ne propose pas pour autant le démantèlement de l'État, auquel il accorde au contraire un rôle important. Seul l'État est en mesure de garantir le cadre juridique nécessaire pour permettre le libre jeu des forces du marché. Cela dit, son pouvoir discrétionnaire doit être étroitement contrôlé, par une règle du droit à l'examen à laquelle Hayek consacre une partie importante de son *Droit, législation et liberté*. Il y propose un programme très précis et détaillé d'organisation d'institutions permettant d'assurer l'encadrement du pouvoir gouvernemental. Ces mesures peuvent paraître utopiques ou ridicules aux yeux de certains, il n'en reste pas moins qu'elles correspondent à une tendance qu'on observe depuis un certain temps dans plusieurs pays, celle qui consiste à dessaisir les assemblées législatives élues d'une partie de leurs pouvoirs et à enchâsser ces pouvoirs dans des constitutions et lois faisant appel à certaines valeurs universelles. Il s'agit bien du programme de remplacement du «gouvernement par les hommes» que critique Hayek. Les hommes sont remplacés par des règles qui n'en sont pas moins édictées par des hommes. C'est là, certainement, l'une des contradictions de la pensée de Hayek, qui n'a d'ailleurs pas craint de dire qu'un régime autoritaire pouvait, dans certains cas, être plus favorable à la liberté qu'un régime démocratique.

État et économie

Le thème «les règles contre l'arbitraire» se retrouve en économie, où cet énoncé a été opposé dès 1936 aux positions de Keynes par l'économiste de Chicago Henry Simons, puis par son élève Friedman. Mais c'est Hayek qui va lui donner l'articulation la plus cohérente, et sans doute la plus influente. Dès 1960, Hayek consacre le dernier tiers de sa *Constitution de la liberté* à une étude de ce qu'il appelle «la liberté dans l'État-providence», sous la forme d'un réquisitoire auquel ont manifestement emprunté plusieurs des porte-parole du néolibéralisme. On y trouve d'abord une attaque en règle contre une institution à laquelle l'État, avec la complicité des intellectuels keynésiens et sociaux-démocrates, aurait cédé une partie de son monopole de coercition: les syndicats. Hayek ne propose pas pour autant leur suppression, mais la suppression d'un monopole de représentation qui

est une violation flagrante de la règle de droit. Le système de sécurité sociale, de son côté, a outrepassé sa fonction légitime de protection des faibles et des démunis pour devenir un moyen détourné de redistribution des revenus. Il en est de même de l'impôt sur le revenu, dont le caractère constitue une autre violation de la règle de droit. Cette réflexion est poursuivie dans *Droit, législation et liberté*, ouvrage dans lequel Hayek s'attaque à ce qu'il appelle le «mirage de la justice sociale», dont les objectifs relèvent d'une société tribale fondée sur la proximité plutôt que d'une société ouverte fondée sur des règles abstraites.

Hayek ne propose pas pour autant de laisser les gens mourir de faim dans la rue. Il reconnaît à l'État un rôle et une responsabilité à l'égard des plus démunis, des victimes du sort qui n'ont pas le moyen d'être secourus autrement: malades et handicapés, personnes âgées, veuves et orphelins. Il propose l'instauration d'un niveau minimum de revenu au-dessous duquel personne ne devrait tomber. Mais il considère qu'on a confondu cette protection légitime que doit garantir la société avec un système de répartition des revenus visant à garantir aux différents groupes le niveau de revenu auquel ils sont parvenus. Ce dernier objectif, porté par le pouvoir syndical coercitif et encouragé par les thèses keynésiennes de «juste répartition», est totalement illégitime.

Hayek reconnaît aussi que l'État a un rôle à jouer pour assurer divers autres services: «Loin de plaider pour un tel "État minimal", il nous apparaît hors de doute que dans une société évoluée le gouvernement doit se servir de son pouvoir fiscal pour assurer un certain nombre de services qui, pour diverses raisons, ne peuvent être fournis, du moins adéquatement, par le marché.» (Hayek [1979] 1983, p. 49.) Il en est ainsi pour des services qui profitent à tous et qu'on ne peut fournir sans que tous contribuent à leurs coûts.

Les principales catégories de biens publics qui ne peuvent qu'être offerts à tous indistinctement sont pour Hayek les suivants: la protection contre la violence, les épidémies et catastrophes naturelles, telles qu'inondations, tremblements de terre, incendies; la plupart des routes, à l'exception de celles sur lesquelles on peut demander un péage; un certain nombre de services urbains; la définition des poids et mesures; la fourniture d'informations telles que les cadastres, cartes, statistiques diverses, certificats de qualité pour certaines marchandises. Les problèmes de pollution sont pris en compte par Hayek qui accepte le concept d'externalité.

Toutefois, l'autorité de l'État dans ce domaine ne doit pas être aussi importante que son autorité comme organisme ayant le monopole de la coercition. En particulier, si certains services ne peuvent être financés

que par l'impôt, il ne s'ensuit pas qu'ils doivent être gérés par le gouvernement. Hayek considère que la proposition de Friedman concernant les bons de scolarité pourrait être étendue à d'autres domaines. Comme le marché demeure en dernier ressort le meilleur moyen pour la production et l'allocation des ressources, il convient de réduire au minimum les activités qui ont pour effet de contrarier cet ordre spontané. Dans la gestion de ces activités, le gouvernement devrait lui-même être soumis aux règles de la concurrence.

Ainsi n'y a-t-il, dans l'esprit de Hayek, aucun secteur d'activité qui soit de droit réservé aux pouvoirs publics. Il est donc erroné de concevoir une distinction rigide entre secteur public et secteur privé, et des activités peuvent passer de l'un à l'autre selon les circonstances. Évidemment, la situation la plus souhaitable est celle dans laquelle le passage du public au privé prédomine. Pourvu, évidemment, que les conditions soient réunies pour que le marché libre puisse bien remplir son rôle.

On pourrait concevoir, entre le privé et le public, un secteur intermédiaire indépendant. On peut constater ici une convergence avec les idées de Keynes sur ce que ce dernier appelle les corporations semi-autonomes. Mais, alors que Hayek les voit comme un moindre mal, Keynes les considère comme la voie de l'avenir. Hayek ajoute que plusieurs besoins collectifs auxquels pourvoient aujourd'hui les gouvernements ont été d'abord pris en charge par des individus ou des groupes animés d'un sens public. Tel est le cas des écoles, hôpitaux, musées, théâtres et parcs. Ils ne sont pas plus les créations de l'État que du marché. Les Églises, en particulier, ont joué ici un rôle majeur. Hayek donne comme exemple d'un type d'organisme très efficace, ni public ni privé, les Alcooliques Anonymes. Un secteur indépendant est un moyen de lutter contre le monopole gouvernemental et l'inefficacité et le gaspillage qui le caractérisent. La décentralisation du pouvoir du gouvernement central vers les niveaux régionaux et locaux est une autre manière de pallier certains inconvénients du monopole central.

Le problème majeur du monde contemporain est évidemment la tendance du secteur public à s'étendre sans cesse, et surtout sans contrôle. Les structures politiques modernes, avec la confusion entre droit et législation, et l'absence de contrôle sur le monopole gouvernemental amènent l'État à élargir constamment l'assiette fiscale en qualifiant arbitrairement de services publics un nombre de plus en plus considérable de biens. Il n'existe en fait qu'un seul service qui soit, depuis l'origine, sans ambiguïté, public et qui nécessite l'attribution de grands pouvoirs discrétionnaires au gouvernement, c'est la protection contre l'ennemi extérieur. Et justement, les périodes de guerre et de préparation à la guerre permettent aux gouvernements de centraliser leurs

pouvoirs et d'augmenter la ponction fiscale. C'est ainsi à la faveur de la Seconde Guerre qu'a triomphé la révolution keynésienne.

C'est abusivement que des domaines comme celui de l'émission monétaire ou des services postaux sont tombés sous la coupe gouvernementale, au même titre que la protection gouvernementale. Hayek, et en cela il s'oppose à Friedman, préconise la dénationalisation de la monnaie dont le monopole donne à l'État le pouvoir de générer l'inflation et de dépouiller sans contrainte les citoyens. Dans le cas des postes, dont la prise en charge tient historiquement à la volonté gouvernementale de surveiller la correspondance des sujets, le monopole donne aux syndicats un pouvoir coercitif et leur permet de prendre le public en otage pour améliorer les avantages corporatifs de leurs membres. On constate un phénomène analogue dans ce que Hayek appelle les autres «syndicalo-services publics»: transports, communications, fourniture d'énergie. Il s'agit là de domaines qui ne sont d'aucune manière naturellement publics et qui, dans la plupart des cas, seraient mieux gérés par l'entreprise privée. Les monopoles empêchent la concurrence et engendrent une fixation politique des tarifs qui favorise, selon Hayek, l'étalement tentaculaire des villes. Le monopole étatique sur la radiotélévision est évidemment une autre situation tout à fait inacceptable, même s'il est souhaitable que certains types d'informations soient rendus gratuitement accessibles.

Conclusion

C'est sur une construction théorique complexe que Hayek assoit sa condamnation du socialisme et de toute forme d'interventionnisme. Son libéralisme est différent de celui d'autres courants libéraux contemporains, tels ceux qu'on peut associer à Friedman et au monétarisme, ou encore à Lucas et à la nouvelle économie classique. Au premier, Hayek reproche sa croyance dans les agrégats macroéconomiques et il oppose au programme friedmanien de règle monétaire celui de dénationalisation de la monnaie, ordre spontané par excellence. Au second, il reproche sa croyance dans l'équilibre général. Plus encore, Hayek s'oppose à d'autres tenants de l'école autrichienne, y compris, et de plus en plus ouvertement après le décès de celui-ci, à son premier maître, Mises, à qui il reproche son apriorisme radical, dont les fondements seraient rationalistes.

Hayek conclut *La constitution de la liberté* par un texte intitulé «Pourquoi je ne suis pas un conservateur?» Conservatisme, socialisme et libéralisme sont pour lui les trois pôles de la pensée politique moderne. À son avis, les deux premiers sont beaucoup plus proches qu'on ne le pense, et son libéralisme est aussi éloigné de l'un que de l'autre.

Comme les socialistes, les conservateurs croient à l'autorité et ne comprennent pas l'ordre spontané, le jeu des forces économiques. Ils acceptent la coercition si le but est considéré comme bon; ils sont prêts à utiliser beaucoup de moyens pour imposer leurs fins, comme les socialistes. Ils sont, comme les socialistes, nationalistes. Ils craignent le changement, alors que les libéraux sont pour le progrès, sachant qu'on ne peut prédire l'endroit où il nous mènera. L'ennui, c'est que même le mot «libéral» a été perverti, en particulier aux États-Unis où il est employé pour caractériser en fait les sociaux-démocrates.

Hayek n'aime pas le mot «libertarien» et ses connotations anarchistes. L'anarchisme est pour lui une variante du totalitarisme. Et contrairement aux anarcho-capitalistes, il attribue une place importante à l'État dans son système. Quoique limité par la règle de droit, l'État n'en a pas moins le monopole de la coercition. Il encadre l'ordre spontané, le marché qui nécessite un cadre juridique. La police, l'armée et la justice privées préconisées par David Friedman et les anarcho-capitalistes sont donc inconcevables pour Hayek. Il admet aussi que l'État intervienne dans tous les autres domaines, dont celui de l'économie, à condition qu'il n'exerce nulle part un monopole, y compris dans un domaine comme celui de l'émission de la monnaie.

À la recherche d'une étiquette pour se caractériser lui-même, Hayek la trouve finalement dans le vieil héritage libéral qui est né avec la glorieuse révolution anglaise: «Plus j'en apprendis concernant l'histoire des idées, plus je pense que je suis simplement et essentiellement un "Old Whig" impénitent.» (Hayek [1960] 1994, p. 404.)

Quelle influence ce vieux *Whig* a-t-il exercée sur les architectes de la vague actuelle de déréglementation? Il n'est pas facile de répondre à cette question. Cette influence est à la fois énorme et diffuse. Énorme parce que Hayek, en dépit de ses idiosyncrasies et de son hétérodoxie au sein du libéralisme contemporain, est en même temps l'un des théoriciens de ce dernier les plus cohérents et les plus érudits. C'est aussi, on l'a vu au début, un organisateur infatigable qui a regroupé les penseurs du libéralisme dès la fin de la guerre. À ce double titre, il a exercé une très forte influence sur plusieurs penseurs et, à travers eux, sur plusieurs décideurs. L'attribution du prix Nobel, en 1974, a évidemment conforté cette influence.

En même temps, l'œuvre de Hayek est immense, complexe et la plupart du temps d'un accès difficile. On peut penser sans risque de se tromper qu'elle n'a pas été beaucoup lue et étudiée, y compris par ses disciples. En cela, Hayek partage le sort de deux de ses adversaires, Keynes et Marx. Les fondements philosophiques de son libéralisme sont très peu connus. On ne retient que certaines formules chocs

résumant son opposition au keynésianisme et à l'État interventionniste, formules qui, la plupart du temps, ne sont pas de lui, mais de disciples.

Le programme de transformation de Hayek est aussi relativement peu connu et souvent mal compris. Nous avons vu que sa remise en question de l'État n'était pas aussi radicale qu'on le pense. Mais en même temps, sa critique de l'interventionnisme est radicale. Il est donc indéniable que son argumentation a servi d'appui à des décisions, prises un peu partout dans le monde, de démanteler un système mis en place depuis la révolution keynésienne.

Gilles DOSTALER

Département des sciences économiques
Université du Québec à Montréal

Résumé

Né il y a exactement cent ans, Friedrich Hayek a joué un rôle majeur dans la reconstruction d'une pensée libérale originale qui s'oppose, en particulier, à l'interventionnisme keynésien. L'article retrace l'itinéraire de cet homme qui, d'abord vaincu par Keynes, a vu ses idées triompher dans les dernières années de sa vie. L'auteur se penche ensuite sur les fondements du libéralisme de Hayek, en évoquant sa conception de la connaissance et sa théorie des ordres spontanés, sur lesquels s'appuie son rejet du socialisme et de la planification. Il examine enfin sa conception de l'État et des rapports entre l'État et l'économie et montre que le libéralisme de Hayek a, dans la mouvance libérale actuelle, souvent qualifiée de néolibérale, des caractéristiques singulières qui le distinguent de plusieurs autres courants.

Mots-clés: Hayek, Keynes, libéralisme, économie, connaissance, ordre spontané, marché, État, interventionnisme, socialisme.

Summary

Born exactly 100 years ago, Friedrich Hayek played a major role in the reconstruction of an original liberal way of thinking, opposed in particular to Keynesian interventionism. This article retraces the itinerary of this man who, initially defeated by Keynes, saw his ideas triumph in the latter years of his life. The author then discusses the foundations of Hayek's liberalism, with particular attention to his conception of knowledge and theory of spontaneous orders, upon which was based his rejection of socialism and planning. Lastly, he

examines Hayek's conceptualisation of the State and relations between the State and the economy, and shows that Hayek's liberalism has, in the context of current liberal thinking (which is often characterized as neo-liberal), a singular characteristic distinguishing it from other currents.

Key-words: Hayek, Keynes, liberalism, economics, knowledge, spontaneous order, market, State, interventionism, socialism.

Resumen

Nacido hace exactamente cien años, Friedrich Hayek jugó un rol mayor dentro de la reconstrucción de un pensamiento liberal original que se opone, en particular, al intervencionismo keynesiano. El artículo describe el itinerario de este hombre que en principio vencido por Keynes vió sus ideas triunfar en los últimos años de su vida. El autor se inclina luego sobre los fundamentos del liberalismo de Hayek evocando su concepción del conocimiento y su teoría de los órdenes espontáneos, sobre los cuales se apoya su rechazo al socialismo y a la planificación. Finalmente, él examina su concepción del Estado y de las relaciones entre el Estado y la economía y muestra que el liberalismo de Hayek tiene dentro del movimiento liberal actual, a menudo calificado de neoliberal, características singulares que lo distinguen de muchas otras corrientes.

Palabras claves: Hayek, Keynes, liberalismo, economía, conocimiento, orden espontáneo, mercado, Estado, intervencionismo, socialismo.

Bibliographie

Œuvres principales de Friedrich Hayek

- (1929). *Geldtheorie und Konjunkturtheorie*, Vienne, Hölder-Pichler-Tempsky; trad. angl., *Monetary Theory and the Trade Cycle*, Londres, Jonathan Cape, 1933.
- (1931). *Prices and Production*, Londres, George Routledge & Sons; trad. fr., *Prix et production*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.
- (1939). *Profits, Interest and Investment: And Other Essays on The Theory of Industrial Fluctuations*, Londres, Routledge & Kegan Paul.
- (1941). *The Pure Theory of Capital*, Chicago, University of Chicago Press; Londres, Routledge & Kegan Paul.
- (1944). *The Road to Serfdom*, Chicago, University of Chicago Press; Londres, George Routledge; trad. fr., *La route de la servitude*, Paris, Médicis, 1946.
- (1948). *Individualism and Economic Order*, Chicago, University of Chicago Press; Londres, Routledge & Kegan Paul.
- (1952). *The Counter-Revolution of Science: Studies on the Abuse of Reason*, Glencoe (Ill.), Free Press; trad. fr. partielle, *Scientisme et sciences sociales: essai sur le mauvais usage de la raison*, Paris, Plon, 1953; réimpr. 1986, coll. «Agora».
- (1952). *The Sensory Order: An Inquiry into the Foundations of Theoretical Psychology*, Chicago, University of Chicago Press; Londres, Routledge & Kegan Paul.
- (1960). *The Constitution of Liberty*, Chicago, University of Chicago Press; Londres, Routledge & Kegan Paul; trad. fr., *La constitution de la liberté*, Paris, Litec, 1994.
- (1967). *Studies in Philosophy, Politics and Economics*, Chicago, University of Chicago Press; Londres, Routledge & Kegan Paul.
- (1973, 1976, 1979). *Law, Legislation and Liberty: A New Statement of the Liberal Principles of Justice and Political Economy*, vol. 1, *Rules and Order*; vol. 2, *The Mirage of Social Justice*; vol. 3, *The Political Order of a Free People*, Chicago, University of Chicago Press; Londres, Routledge & Kegan Paul; trad. fr., *Droit, législation et*

liberté, une nouvelle formulation des principes libéraux de justice et d'économie politique, Paris, PUF, 1980, 1981, 1983.

- (1978). *New Studies in Philosophy, Politics, Economics and the History of Ideas*, Chicago, University of Chicago Press; Londres, Routledge & Kegan Paul.
- (1984). *Money, Capital and Fluctuations: Early Essays*, textes traduits de l'allemand et réunis par R. McCloughry, Chicago, University of Chicago Press; Londres, Routledge & Kegan Paul.
- (1988). *The Collected Works of F. A. Hayek*, vol. 1, *The Fatal Conceit: The Errors of Socialism*, édition préparée par W. W. Bartley III, Chicago, University of Chicago Press; Londres, Routledge; trad. fr., *La présomption fatale: les erreurs du socialisme*, Paris, PUF, 1993.
- (1991). *The Collected Works of F. A. Hayek*, vol. 3, *The Trend of Economic Thinking: Essays on Political Economists and Economic History*, édition préparée par W. W. Bartley III et S. Kresge, Chicago, University of Chicago Press; Londres, Routledge.
- (1992). *The Collected Works of F. A. Hayek*, vol. 4, *The Fortune of Liberalism: Essays on Austrian Economics and the Ideal of Freedom*, édition préparée par G. Klein, Chicago, University of Chicago Press; Londres, Routledge.
- (1994). *Hayek on Hayek: An Autobiographical Dialogue*, Londres, Routledge.
- (1995). *The Collected Works of F. A. Hayek*, vol. 9, *Contra Keynes and Cambridge: Essays, Correspondence*, édition préparée par B. Caldwell, Chicago, University of Chicago Press; Londres, Routledge.
- (1997). *The Collected Works of F. A. Hayek*, vol. 10, *Socialism and War: Essays, Documents, Reviews*, édition préparée par B. Caldwell, Chicago, University of Chicago Press; Londres, Routledge.

Sur Friedrich Hayek

BARRY, N. P. (1979). *Hayek's Social and Economic Philosophy*, Londres, Macmillan.

- BIRNER, J., et VAN ZIJP, R. (dir.) (1994). *Hayek, Coordination and Evolution: His Legacy in Philosophy, Politics, Economics and the History of Ideas*, Londres, Routledge.
- BUTLER, E. (1983). *Hayek: His Contribution to the Political and Economic Thought of Our Time*, Londres, Temple Smith.
- COLONNA, M., HAGEMANN, H., et HAMOUDA, O. F. (dir.) (1994). *The Economics of F. A. Hayek*, Aldershot, Hants, Edward Elgar, 2 vol.
- DOSTALER, G., et ÉTHIER, D. (1988). *Friedrich Hayek: philosophie, économie et politique*, Montréal, ACFAS; Paris, Économica, 1989.
- FERRY, J. (1990), *Friedrich A. Hayek: les éléments d'un libéralisme radical*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.
- FLEETWOO, S. (1996). *Hayek's Political Economy: The Socio-Economics of Order*, Londres, Routledge.
- GAMBLE, A. (1996). *Hayek: The Iron Cage of Liberty*, Londres, Polity Press.
- GISSURARSON, M. H. (1987). *Hayek's Conservative Liberalism*, New York, Garland.
- GRAY, J. (1986). *Hayek on Liberty*, Oxford et New York, Basil Blackwell.
- Hoy, C. M. (1984), *A Philosophy of Individual Freedom: The Political Thought of F. A. Hayek*, Westport (Conn.), Greenwood Press.
- KUKATHAS, C. (1989). *Hayek and Modern Liberalism*, Oxford, Clarendon Press.
- LONGUET, S. (1998). *Hayek et l'école autrichienne*, Paris, Nathan.
- McCORMICK, B. J. (1992). *Hayek and the Keynesian Avalanche*, New York, St. Martin's Press.
- MACHLUP, F. (dir.) (1976). *Essays on Hayek*, New York, New York University Press.
- NEMO, P. (1988). *La société de droit selon F. A. Hayek*, Paris, PUF.

- O'DRISCOLL, G. P. Jr. (1977). *Economics as a Coordination Problem: The Contributions of Friedrich A. Hayek*, Kansas City, Sheed Andrews and McMeel.
- SHEARMUR, J. (1996). *Hayek and After*, Londres, Routledge.
- STEELE, G. R. (1993). *The Economics of Friedrich Hayek*, New York, St. Martin's Press.
- TOMLINSON, J. (1990). *Hayek and the Market*, Londres, Pluto Press.
- WALKER, G. (1986). *The Ethics of F. A. Hayek*, Lannam (M.), University Press of America.
- WOOD, J. C., et WOODS, R. N. (dir.) (1991). *Friedrich A. Hayek. Critical Assessments*, Londres, Routledge, 4 vol.